

RÉFORME INSTITUTIONNELLE

Des racines communes à établir avant d'envisager une fusion ou un regroupement

La réforme des structures communales se fera via l'appui du projet RacinesCommunes. Porté par l'État et l'Association jurassienne des communes, le concept n'imposera ni fusions ni regroupements mais tentera de les favoriser. En juin, des forums permettront aux citoyens d'exprimer leurs craintes et leurs attentes.



Le projet RacinesCommunes vise à créer un cadre incitatif aux fusions ou regroupements de communes, jugés inévitables pour assurer un avenir pérenne à l'ensemble des institutions jurassiennes.

Le canton du Jura accélère la réflexion sur l'avenir de ses communes avec le projet RacinesCommunes. Porté par l'État et l'Association jurassienne des communes (AJC), la démarche vise à accompagner le redéploiement des structures communales en tenant compte des réalités du terrain, des identités locales et des attentes de la population.

«Pas imposé par le haut»

Passer à sept ou huit grandes communes de 7000 habitants minimum au lieu de 51 actuellement, c'est, pour rappel, une des pistes lancées il y a deux ans par les experts chargés par l'État de remédier à la santé des finances cantonales. Outre l'aspect financier, le fonctionnement actuel des communes atteint ses limites, s'accordent à dire les autorités

cantonales et communales. Surcharge de travail, difficulté à recruter au sein des conseils communaux, tâches qui se complexifient... La liste dressée hier lors d'un point presse par le maire de Grandfontaine et président de l'AJC Sylvain Quiquerez n'est pas exhaustive.

«Le projet de redéploiement structurel a été initié par le canton, mais il se construit avec l'AJC. Il n'est pas imposé par le haut», a tenu à souligner Sylvain Quiquerez. Et de poursuivre: «RacinesCommunes ne vise pas à contraindre une fusion, mais à créer un terrain

// faut tenir compte des craintes de la population, les entendre et ne pas les minimiser.»

fertile et permettre aux communes de préparer l'avenir.» Pour l'heure, entre fusion pure et simple ou mise en place de collaborations renforcées entre deux entités, rien n'est décidé. Et ce ne sera pas

RacinesCommunes qui le fera. Le projet entend mettre uniquement en place le cadre juridique, financier et organisationnel pour favoriser des démarches qui demeureront du ressort des communes concernées.

L'identité locale au centre du processus

Si du côté des autorités communales, l'idée de fusion ou de regroupement semble globalement admise, au sein de la population, le sujet reste émotionnel. C'est notamment pour prendre la température

du côté des Jurassiens que des forums seront mis sur pied le mois prochain.

Il y sera question d'identité locale, une chose que d'aucuns craignent de perdre quand on parle de fusion de communes à grande échelle.

«Il faut tenir compte de ces craintes dans ce projet, les entendre et ne pas les minimiser», indique la présidente du comité de pilotage de RacinesCommunes et secrétaire générale de l'AJC Magali Voillot. Sur quoi précisément portent ces craintes? C'est une des questions auxquelles ces forums permettront de répon-

dre en donnant la parole à la population.

Fiscalité et mesures incitatives à la loupe

«Le but de ces forums sera de voir ce qui peut causer souci ou freiner les citoyens en cas de fusion ou de regroupement de leur commune avec une autre», précise la ministre en charge des communes Rosalie Beuret Siess.

Ce qui ressortira des discussions servira de matière première aux groupes de travail constitués pour mener à bien RacinesCommunes. Outre le thème de l'identité locale, les impacts sur la fiscalité en cas de fusion ou encore les mesures financières qui pourraient inciter les communes à sauter le pas comptent parmi les axes centraux qui sont étudiés, a détaillé hier la présidente du Gouvernement. Rosalie Beuret Siess a par ailleurs indiqué que les premières mesures en lien avec le projet devraient être proposées au Parlement l'an prochain, pour une mise en application en 2028.

Trois soirs pour débattre

Ouverts à tous, les forums Identité locale auront lieu le 1^{er} juin au Noirmont, le 8 à Delémont et le 15 juin à Porrentruy. Inscriptions au 032 420 72 03 ou sur le site www.racinescommunes.ch.

ANNE DESCHAMPS

Léo Beuret élu à la présidence du Parti socialiste jurassien

POLITIQUE Réunis hier soir à Saignelégier, les membres du Parti socialiste jurassien (PSJ) ont élu par acclamation Léo Beuret, de Courgenay, comme président. Il sera épaulé par une vice-présidence composée de Sandra Monnerat Choffat, de Moutier, et de Jean-Marie Miserez, de Saignelégier.

Un trio d'enseignants

Âgé de 25 ans et enseignant à l'école primaire de Courtételle, le nouveau président est conseiller communal à Courgenay depuis 2022. Il a siégé quatre ans au Comité de la Jeunesse socialiste jurassienne (J S J), avant de prendre la présidence de la section du PS de Courgenay cette année. En 2023, il s'est également porté candidat pour le Conseil national, sur une liste de la JS J.

Elle aussi enseignante, Sandra Monnerat Choffat, 56 ans, travaille pour sa part à Biègne. Conseillère de ville, présidente de la Commission de gestion et de surveillance et membre du PS Moutier et environ, la Prévôtisse est également députée suppléante au Parlement jurassien.

Enfin, Jean-Marie Miserez, âgé de 75 ans, est, pour sa part



Le nouveau président Léo Beuret, à gauche, avec ses vice-présidents Sandra Monnerat Choffat et Jean-Marie Miserez.

retraité... de l'enseignement. Militant de la première heure du PSJ, il en a présidé le congrès et le parti (de 1981 à 1985). Ancien député, président du groupe parlementaire, président de la commission parlementaire de la coopération et de la réunification, le Franc-Montagnard a également été membre du premier Bureau de l'Assemblée interjurassienne.

«Défendre les intérêts de tous»

«Je suis très fier de ce trio. Nous représentons chacun une génération et une région

différente, a relevé Léo Beuret. Le Parti socialiste jurassien se doit de représenter le plus fidèlement possible l'ensemble de la population afin de défendre les intérêts de toutes et tous. Aujourd'hui, l'élection à la présidence de notre tria va dans ce sens et nous pouvons nous en réjouir», a-t-il affirmé.

À la tête du PSJ depuis 2024, Raphaël Ciocchi avait, suite à son élection au Gouvernement jurassien, confié l'intérim à Jelika Aubry-Janketic. La vice-présidence était assurée par Mathieu Houmard. Un rôle qui a donc pris fin hier soir pour eux.

LQJ/AD

Recourraux prestations

PRÉCARITÉ Selon le rapport social 2021, 10 000 Jurassiens, soit 15% de la population, sont en situation de pauvreté. Et seule la moitié bénéficie de prestations sociales, faute de connaître les outils à sa disposition.

Une centaine de demandes par an

Lancé il y a deux ans, le site JU-Lien.org vise à informer et orienter la population sur les aides sociales disponibles dans le canton selon sa situation. Chaque année, une centaine de demandes d'aide sont reçues via le site internet ou la ligne téléphonique dédiée (079 677 37 65), a récemment détaillé l'Etat. Tout au long du mois, ce dernier entend renforcer la visibilité de ce site pour lutter plus efficacement contre le non-recours aux prestations sociales. Avec notamment une présence renforcée sur les réseaux sociaux et des affichages.

Les slogans de cette nouvelle campagne ciblent les jeunes, les personnes âgées, les familles monoparentales et les personnes qui ont peu de réseau dans le canton. Soit les publics les plus exposés au non-recours et à la précarité, précise l'Etat.



Neuf des treize nouvelles certifiées.

Treize nouvelles RH

FORMATION Treize candidates ont récemment réussi l'examen du Certificat de gestionnaire RH proposé par AvenirFormation. Dispensée sur site au mois de mai, la formation aborde les bases du management en ressources humaines, les autorisations de travail ou encore la gestion des salaires et des assurances sociales.

LES LAURÉATES

CERTIFICAT DE GESTIONNAIRE RH
Lea Gull, Courtételle; Marine Habegger, Saignelégier; Manon Houllmann, Saint-Ursanne; Sophie Jeannin, Porrentruy; Céline Montavon, Develier; Nadine Morganti, Courroux; Viviane Natsch-Artmann, Büsersach; Alexandra Schaller, Delémont; Lucie Soria, Les Émbois; Virginie Stanz, Courrendlin; Lellanne Timorua, Bécourt; Maryline Vuillaume, Rocourt; Christelle Vuille, Saignelégier.

LQJ

EN BREF

Une aide aux projets d'économie locale

SOUTIEN Arcjurassien.ch et le Réseau des villes de l'Arc jurassien lancent un nouveau dispositif intercantonal pour soutenir les projets d'économie locale: ARC LAB. Le dispositif s'articule autour de trois actions, soit des réseaux de partage, des journées d'expertise et un soutien financier pour tester des projets suprarégionaux innovants. Pour être étudiés lors de la première séance du jury, les dossiers doivent être déposés d'ici au 12 juin. Les modalités de dépôt et critères de sélection sont à consulter sur le site www.reseau-arclab.ch.

